

# Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 153 - 20 juillet 1990 - prix : 8 F

## MITTERRAND PARLE DE RÉDUIRE LE SERVICE MILITAIRE

### LA QUILLE

**A**

**SIX MOIS...**

**... PAS**

**AVANT**

**2014!**



M 6189 - 1153 - 8,00 F



AFP

# LA QUILLE À SIX MOIS...

Il y a 9 ans, quand Mitterrand faisait campagne pour être élu président de la République, il avait promis la réduction du service militaire à 6 mois. 9 ans ont passé... et puis voilà qu'en ce 14 juillet 1990, Mitterrand se souvient vaguement de sa promesse et annonce aux journalistes la réduction du service de 12 mois à 10 mois seulement, pour 1992, dans deux ans !

A ce rythme-là, 11 ans pour 2 mois de réduction, il faudra encore 22 ans pour que Mitterrand - ou son successeur - tienne sa promesse de 1981. Le service à 6 mois, ce sera tout au plus pour l'an 2014, si on parle encore de paix à ce moment-là...

De toute façon, il ne faut pas se réjouir trop tôt. Cette petite réduction du service, ça ne veut même pas dire le tout début de la démilitarisation de la société. Que non ! Il y aura peut-être des appelés moins longtemps, mais en échange le gouvernement a annoncé qu'il y aurait plus d'engagés (pour 18 ou 24 mois, eux). Quant au budget de l'armée, plus question de le diminuer.

Certes, il y a quinze jours, le ministre des Finances avait parlé de faire quelques économies sur le budget militaire. Mais Chevènement, ministre des Armées et docile exécutant des généraux et des marchands de canons, a crié comme un beau diable. Du coup, plus question de la réduction du budget militaire. Mitterrand a même expliqué, le 14 juillet, qu'il fallait le réévaluer en fonction de l'inflation !

En France, le budget de l'armée est

le plus gros budget du pays. Nous payons plus d'impôts pour l'entretien des généraux, pour leurs manœuvres, leurs défilés du 14 juillet et pour que l'armée ressemble à une vitrine commerciale internationale au service des Dassault et Matra, que pour éduquer la jeunesse et lui permettre de passer le bac.

L'argent public va en priorité aux avions de chasse qui occupent 90 % de l'espace aérien, aux missiles, aux chars, aux joujoux nucléaires, etc. Le logement social, la santé publique, la

comme les autres de fiefés menteurs. D'autant que l'ensemble de ce service militaire vise plus à dresser la jeunesse ouvrière à l'esprit d'obéissance et de résignation, qu'à l'entraîner sérieusement au maniement des armes.

Car ceux qui nous gouvernent et leurs généraux savent bien que le jour où les travailleurs prendront au sérieux l'apprentissage militaire, ce ne sera pas pour leur obéir passivement, mais pour mener la seule guerre juste qui soit, la guerre sociale contre les exploités et tous

## PAS AVANT 2014 !

solidarité nationale et tout le reste passent très loin après. Et tout cela, au moment où on nous explique que la menace militaire venue de l'Est, c'était de la blague, et qu'en somme il faudrait une économie de paix.

Mais l'économie capitaliste - celle qu'on appelle l'économie de marché - n'a jamais été une économie de paix. Car la loi du profit veut que la modernisation de la mort en masse rapporte plus à une poignée de capitalistes que la modernisation de la vie des peuples.

Quant à la réduction du service militaire à 6 mois, elle aurait dû avoir lieu depuis longtemps, si les politiciens socialistes n'étaient pas

ces marchands de mort qui mènent l'humanité à la barbarie.

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

## Mise en scène : LA FRANCE, "TERRE D'ACCUEIL" ... POUR 500 ALBANAIS, ET POUR COMBIEN DE JOURS ?

Après dix jours d'attente dans plusieurs ambassades à Tirana, les 4 500 réfugiés albanais ont quitté l'Albanie le vendredi 13 juillet, sur cinq bateaux différents, affrétés par la RFA, l'Italie et la France. Le gouvernement albanais avait donné son autorisation et accordé les visas.

Depuis le début la France, la RFA et l'Italie se font concurrence pour multiplier les gestes d'accueil, de sollicitude envers ces réfugiés. A Brindisi, le préfet avait annoncé très fier aux journalistes : « Ils (les réfu-

giés) auront tous un panier de voyage : de la viande, du thon, trois fromages, trois fruits, une bouteille d'eau minérale et un pain ».

Le trajet de l'Orient Star, le bateau qui ramène les 543 Albanais vers Marseille, fut commenté tout le week-end. A leur arrivée, à Marseille ils furent accueillis par la Croix-Rouge et le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Khouchner. Les autorités françaises insistèrent même pour que, sur le port, il n'y ait que des drapeaux français. Les journalistes ont longue-

ment montré quelques réfugiés albanais chantant la Marseillaise et criant « vive la France ».

Tant mieux pour ceux qui voulaient quitter Tirana qu'ils aient pu le faire. Mais cette publicité autour de ce départ, qui sert à raviver l'image d'une France terre d'accueil, ne peut que faire grincer des dents. Si ceux qui avaient envahi les ambassades à Tirana purent rejoindre l'étranger, très vite, les diplomates occidentaux cherchèrent à éviter l'arrivée de nouveaux réfugiés,

demandant même au gouvernement albanais d'y veiller. Vendredi 13 juillet, on apprenait aussi que la RFA avait proposé que les diverses ambassades et missions françaises, italiennes et allemandes soient carrément fermées. Même pour se faire de la publicité, les gouvernements occidentaux ne sont pas prêts à accueillir « trop » de réfugiés.

Et il faut voir que cet accueil a des limites. Les 543 Albanais venus en France furent expédiés le lundi 16 dans trois centres

différents : des casernes. La seule promesse du gouvernement était de leur fournir le RMI si au bout de quelques mois ils ne trouvaient pas de travail.

Certes, dans le même temps, tous les jours à Orly, la police renvoie des Marocains dans leur pays d'origine en vertu des liens d'amitié qui unissent Mitterrand au dictateur Hassan II ; la police fait la chasse aux immigrés clandestins et l'OFPPA (l'organisme pour les exilés politiques) multiplie les difficultés pour obtenir le statut de

réfugié politique, pour ceux qui viennent de pays africains trop liés à la France. Tout ça parce que ceux-là n'ont pas le privilège de venir de dictatures dénoncées par le gouvernement français.

Les nouveaux arrivants ont (voir page 3) la chance de faire partie des « bons réfugiés », ceux qu'on accueille pour montrer la supériorité des démocraties occidentales sur les régimes de l'Est.

Brigitte DASSIN

# Affaire Schwarzenberg

## SI LE RIDICULE POUVAIT TUER...

**Professeur de faculté de médecine, cancérologue connu et qui fut quelques semaines ministre délégué à la Santé en 1982 avant d'être expulsé du gouvernement pour avoir tenu des propos jugés trop libres sur la répression de la drogue et le SIDA, le docteur Schwarzenberg vient d'être interdit pendant un an de l'exercice de la médecine par l'Ordre des médecins (jugement pour l'instant suspendu par la procédure d'appel engagée par le docteur condamné).**

Ce qui lui a valu les foudres du très réactionnaire Ordre des médecins est une interview au *Journal du Dimanche*, datant d'il y a trois ans, où Schwarzenberg expliquait qu'il lui était arrivé d'abrégé les souffrances d'un malade incurable. Et il avait rajouté de façon quelque peu provocatrice : «*Ils me font bien rigoler ceux qui font une différence entre ouvrir un robinet, l'euthanasie active, et le fermer, l'euthanasie passive. Ne plus alimenter un tuyau de perfusion ou se servir d'une seringue, le résultat n'est-il pas le même ? Nous sommes cernés de tartuffes.*»

Les tartuffes n'ont pas apprécié.

Pourtant, s'il n'est pas pour l'acharnement thé-

rapeutique à tout prix dans les cas désespérés, quelles que soient les souffrances et quel que soit l'avis de la famille (ou du malade s'il a pu l'exprimer), Schwarzenberg, craignant que son interview soit mal interprétée, avait tenu à corriger la semaine suivante dans le même journal en précisant que la fonction du médecin c'était bien sûr de faire «*vivre aussi longtemps que possible, vivre le mieux possible ; s'il est guérissable lui faire retrouver son existence quotidienne...*».

mer, ne peut être non plus un critère suffisant pour décider de prolonger ou non de quelques mois de plus un malade incurable et souffrant. Surtout dans une société qui rend à tant d'êtres humains la vie difficile à supporter.

Mais si on peut, par prudence, dans notre société d'injustice, préférer l'interdiction de l'euthanasie à sa légalisation, force est de constater que le problème ne se résume pas à un simple choix juridique. La médecine

d'abrégé les souffrances d'un malade sans espoir sont bien entendu un domaine qu'aucune règle, aucune loi ne saurait codifier.

Et même si le professeur Schwarzenberg avait abordé le problème dans les colonnes du *Journal du Dimanche* de façon volontairement provocatrice, l'Ordre des médecins n'a pu lui reprocher, pour justifier sa suspension d'un an, aucun fait dans l'exercice

## ...L'ORDRE DES MÉDECINS ?

Et le cancérologue tient à affirmer qu'il n'est pas pour une légalisation de l'euthanasie, car une légalisation pourrait conduire à considérer l'euthanasie comme un acte «normal», ce qui n'est jamais le cas, dit-il.

Nous rajouterons, pour notre part, que dans la société actuelle rien ne protégerait alors d'une trop hâtive interruption de soins des malades «moins importants que d'autres», ceux qui sont déjà souvent soignés avec moins de soins que d'autres. Et de qui dépendrait ce choix ? Des héritiers ? Des disponibilités matérielles et financières des services hospitaliers ? Du poids de la famille du malade vis-à-vis du chef de service ?

Et la volonté même du malade, dans les cas où il peut lui-même l'expri-

permet de prolonger la vie, et fort heureusement de la prolonger même dans des cas qui pouvaient jusque-là paraître désespérés ; mais de la prolonger dans certaines limites qui ne sont pas toujours seulement techniques, qui relèvent aussi fréquemment dans une certaine mesure de l'appréciation du médecin.

Il y a toujours les cas limites justement, dont aucune législation n'a le droit de décider. Il y a les cas de ces malades que l'on maintient artificiellement en vie ou pas, et de cette «euthanasie passive» qui consiste à décider de ne plus les soutenir. «Euthanasie passive», dit-on, par opposition à ce que le code de l'Ordre des médecins appelle l'«euthanasie active» et condamne ; mais les limites entre ces deux façons (dites «passive» ou «active» )

de sa profession, ni même simplement aucun propos ou acte risquant de «déconsidérer» la profession médicale (ce qui serait un crime d'après le code de l'Ordre).

L'Ordre n'a condamné Schwarzenberg que pour avoir soulevé une question trop épineuse, avoir proféré, d'après les termes mêmes du jugement, «*des propos pouvant provoquer des troubles de conscience*»... Est-ce un crime que de poser à l'opinion publique et au corps médical des problèmes de conscience ?

En tout cas, sans être partisan de l'euthanasie ni de l'aide au suicide, si cette affaire et le ridicule de son jugement pouvaient achever ce vieux vestige du pétainisme qu'est l'Ordre des médecins, nous ne serions pas de ceux qui le mettraient sous perfusion.

Olivier BELIN

## "COMMUNISME, ANNÉE ZÉRO ?"

Heu...reux...

Il y a beaucoup d'heureux aujourd'hui parmi les grands de ce monde. Le chancelier Kohl est heureux d'avoir obtenu de Gorbatchev un «oui» à une Allemagne unifiée qui serait membre de l'OTAN. Gorbatchev, lui, est heureux d'avoir déjà obtenu - en échange ? - un prêt de cinq milliards de marks. Les quelque 360 000 soldats soviétiques devront quitter l'actuelle RDA d'ici trois ans. Pour fêter tout cela, Gorbatchev assistera d'ailleurs à la prochaine réunion de l'OTAN.

Heu...reux...

Les «alliés» de l'URSS (Américains, Anglais, Français), qui sont devenus les «alliés» de l'Allemagne - malgré quelques «couacs» chauvins - se sont aussi félicités de l'accord de Gorbatchev, et ont ajouté leur assentiment lors de la énième rencontre de la conférence dite «4 + 2» (cesdits «alliés», plus les dirigeants allemands et polonais). Heureux sont tout particulièrement les dirigeants polonais, qui ont obtenu l'assurance que leurs frontières étaient définitivement tracées... Ce qui ne doit faire que la millième fois dans l'histoire qu'ils obtiennent du «définitif» en la matière !

Heu...reux... quand même !

Comme les habitants de Dresde qui peuvent tranquillement lever les yeux au ciel, quand un avion passe, suivi d'une traînée blanche, car les Américains ne leur envoient plus aujourd'hui, par voie des airs, que... de la publicité pour «Burger King» !

En Tchécoslovaquie aussi, c'est la surprise et l'euphorie ! Le pays renoue avec son passé ! Un «pote» du président Vaclav Havel vient d'être nommé chancelier. Il rentre d'exil et on lui fait un accueil princier : pour cause, c'est un vrai prince, Charles de Schwarzenberg, dont la famille avait été «chassée» de son château de Prague après guerre, par les communistes. Il est aujourd'hui une des plus grosses fortunes d'Autriche, possède et gère de vastes terres familiales, avec un gros chiffre d'affaires... et se proclame défenseur des «Droits de l'homme» !

Et même en France, les bourgeois et petits-bourgeois embarrassés par l'anniversaire de l'arrivée de Pétain en 1940 ou celui de la grande rafle du Vel d'Hiv deux ans plus tard, se consolent avec le nouveau messie, Tapie... le tout nouveau PDG d'Adidas (racheté aux Allemands !... Ce qui vengerait presque de Sedan, de Verdun, et de l'infériorité au «foot»...).

Alors oui, heu...reux...

Les grands de ce monde dit libre sont heu...reux... Ils offrent un sourire béat sur les photos. Ils n'en reviennent pas d'avoir si vite et si bien conjuré l'hydre communiste à qui il ne resterait plus que deux toutes petites têtes, à Tirana et à Cuba...

Malheureusement, tous ces gens-là ont des statisticiens, des économistes qui viennent de leur annoncer d'une part que la dette des Etats industrialisés, et en particulier des Etats-Unis, est monstrueuse et quasiment non-épongeable, d'autre part qu'un individu sur cinq au monde survit avec seulement 6 F par jour...

Alors il n'y a peut-être pas si loin avant que le vieil idéal de justice et de liberté ressurgisse de tout ce fatras et que les travailleurs de tous les pays, face à la dureté de la vie que les grands leur imposent, ne se redisent : «Unissons-nous»... pour vivre heureux, enfin, nous aussi !

Michelle VERDIER

Avortement clandestin

200 000 FEMMES EN MEURENT CHAQUE ANNÉE

Encore aujourd'hui, l'avortement clandestin tue une femme toutes les trois minutes de par le monde. C'est ce que vient de révéler la publication d'un rapport d'un institut privé américain.

Ce chiffre élevé est certainement bien inférieur à la réalité, les données portant sur les avortements clandestins étant très difficiles à obtenir. Aux 200 000 femmes recensées qui meurent chaque année des suites d'avortement clandestin, il faut ajouter 6 à 8 millions de femmes qui gardent des séquelles sérieuses de cette intervention pratiquée dans l'illégalité.

C'est bien sûr dans des pays pauvres que le pourcentage de décès est le plus élevé : en Asie du Sud et du Sud-Est, mais aussi en Ethiopie, au Chili, et en tête

de ce triste palmarès, en Roumanie. Et, poursuit le rapport, toutes les femmes y ont recours, pas seulement les jeunes, mais aussi et quelquefois surtout, celles de plus de 35 ans, mariées, avec plusieurs enfants. Dans bien des endroits, l'avortement légal ou illégal est considéré de fait comme un moyen de contraception. Même à la fin du vingtième siècle, dans cette société barbare, «l'avortement est la première méthode de planning familial», comme l'affirme l'auteur du rapport, Jodi Jacobson. Et même quand l'IVG est autorisée, tout n'est pas simple, loin de là. Des tas de restrictions, financières, sociales, en limitent l'accès : au Mexique par exemple, l'intervention coûte plus de deux mois de salaire minimum ; dans bien des pays, les structures

médicales nécessaires sont squelettiques.

Le rapport note par ailleurs que «les lois et les politiques qui restreignent l'accès à l'avortement ne font pas baisser le taux des interruptions volontaires de grossesse, en revanche, elles causent la mort de femmes». Eloquent ! Et dans cette société dite «civilisée» qui laisse mourir des centaines de milliers de femmes par an sans aucune aide, il y en a encore pour crier que la société en fait trop. Tous ces bigots, ces réactionnaires de tout poil, aux Etats-Unis, en Pologne, et ailleurs, ce n'est pas la vie qu'ils défendent, non. Ce qui leur donne des boutons, c'est que les femmes puissent choisir dans certains cas d'avoir un enfant ou pas. Et ce n'est pas la même chose !

Julie LECHAT

CINQ KILOMÈTRES À PIED, ÇA USE, ÇA USE

Il y avait, paraît-il, deux millions de spectateurs le soir du 14 juillet à la Grande Arche de La Défense à Paris, pour le spectacle de Jean-Michel Jarre, venus de tous les coins de la capitale et de la banlieue. Tout avait été minutieusement préparé, depuis des semaines, tout avait été prévu, tout... sauf le retour des spectateurs. Plus de RER à La Défense dès 16 h (l'horaire des jours fériés), plus de métro après minuit et demi !

La RATP se défend : «Aucune demande officielle ne nous a été faite par les organisateurs du spectacle». C'est sans doute vrai, mais elle aurait pu y penser.

Enfin la marche à pied c'est très bon, paraît-il pour la santé et pour les marchands de chaussures.

ÉLÉMENTAIRE

Après le braquage du train Vintimille-Bordeaux, une cinquantaine de «rouges» ont été retrouvés à Orange.

Les «rouges», ce sont les sacs postaux qui contiennent des valeurs monnayables, marqués par un collier rouge, les seuls sacs que les gangsters aient déchargés. Il n'en a pas fallu plus, à nos fins limiers, pour que l'attrait marqué des gangsters pour les «rouges» leur fasse soupçonner des travailleurs : «postiers ripoux», comme ont écrit certains journaux, ou cheminots véreux qui auraient refilé en douce les horaires du Vintimille-Bordeaux.

Vu que ces horaires sont affichés dans tous les halls de gare, conseillons à nos Sherlock Holmes nationaux une autre piste : tous ceux qui savent lire !

COURTOISIE

«Shocking» parmi les politiciens britanniques après les propos du ministre de Thatcher, Nicholas Ridley.

Dans une interview donnée à un journal conservateur anglais, Ridley (le chouchou de Thatcher, paraît-il) n'a pas fait dans la dentelle. Pour lui, l'unité monétaire allemande est «une opération de racket sur l'Europe» ; les Français, «les caniches des Allemands» ; la Commission de Bruxelles, «dix-sept hommes politiques au rebut». Et pour finir il a rajouté : «Je ne suis pas a priori contre le transfert de souveraineté. Mais pas à cette bande (le Parlement européen). Franchement, on aurait tout aussi bien pu l'abandonner à Adolf Hitler».

Ces déclarations ont provoqué un tollé. Ce n'est pourtant pas que les réflexions chauvines et anti-allemandes soient l'apanage du seul Ridley, ni que les bourgeois de France ou d'Allemagne n'aient pas de pensées aussi tendres vis-à-vis de leurs homologues et concurrents d'outre-Manche. Mais les exprimer si crûment était un affront à la courtoisie britannique. Et Thatcher a dû renvoyer son «douté Nicholas».

Il ne sera sûrement pas regretté des contribuables britanniques qui lui doivent, entre autres, le Poll tax.

MERCI POUR EUX

Le budget 1991 est en pleine préparation, et l'Etat a prévu de distribuer près de 5 milliards aux entreprises nationalisées. Aux services publics ? Non, pas spécialement, mais à Thomson, Bull et autres trusts, où les patrons privés ont d'ailleurs des

parts importantes, sans compter une armada de sous-traitants privés.

Notre argent pour les hôpitaux, les écoles, les chemins de fer, on comprend, mais pour les trusts, pas d'accord. Nous sommes déjà beaucoup trop généreux avec ces gens-là !

LAISSE BÉTON

Francine Gomez, ex-PDG de Waterman, s'est reconvertie dans l'hôtellerie de luxe, en achetant un grand terrain en Camargue, au bord de la Méditerranée, et une «Datcha des sables» où dormir la nuit coûte la bagatelle de 980 F. Puis elle a fait des travaux et ajouté du béton dans ce site, pourtant classé, où les lapins, les flamants

roses ou les mouettes étaient rois. C'était au mépris de la réglementation, sans autorisation, ni permis de construire, mais elle va régulariser le fait accompli... en payant une amende.

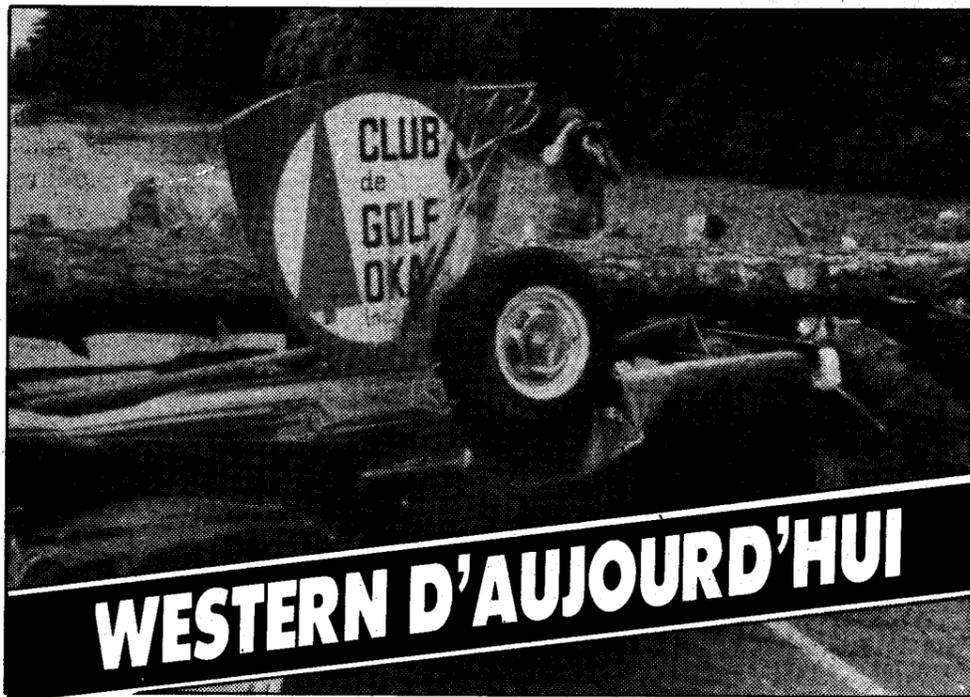
Quand on a de l'argent, on s'achète le droit. C'est ce qu'ils appellent la démocratie.

DÉSUET ? VOUS AVEZ DIT DESUET ?

Alain Delon a reçu la rosette de la Légion d'honneur des mains de François Mitterrand. Il n'était pas le seul en ce 14 juillet, à bomber le torse : d'autres vedettes du cinéma, de la littérature ou des sports se pressaient à la garden party de l'Élysée pour se voir «récompenser» de leurs mérites par le petit bout de chiffon rouge avec lequel la République — après Napoléon — honore ses élites.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, tous tenaient à ce grigri d'un autre âge ! Et Mitterrand, le grand manitou, réglait la cérémonie.

Quelque temps auparavant, le même Mitterrand avait parlé, à propos de tout autre chose, de «ministère désuet». En matière de désuétude, il n'y a pas à dire, il s'y connaît.



WESTERN D'AUJOURD'HUI

Le maire d'Oka (à une trentaine de kilomètres de Montréal) est un passionné de golf. Il a décidé, avec la municipalité, de faire agrandir le golf municipal qui passerait de «neuf trous» à «dix-huit trous». Mais pour cela, il faut raser un bois où les Indiens Mohawks ont des droits, certains de leurs ancêtres y sont enterrés.

Aussi depuis plusieurs mois l'agitation dans la région est grande. Les Mohawks ont érigé des barricades autour du bois convoité. Même des tribus de l'Ouest ont érigé des barrages routiers pour manifester leur appui.

La municipalité, elle, s'obstine. Le maire a fait

appel aux forces de l'ordre pour déblayer les barricades indiennes. Le 11 juillet, lors d'un assaut, un policier a trouvé la mort.

Un remake, dirait-on, mais pas des plus réussis. Un peu petit : après la conquête de l'Ouest, la conquête... de neuf trous de golf.

Press - Gamma

## SNCF



## FACE À "SOCRATE" LE RAS-LE-BOL POURRAIT NE PAS RESTER ...PLATONIQUE !

Les voyageurs peuvent se préparer à payer de super tarifs grâce aux super ordinateurs que la SNCF entend mettre en service en septembre. Le système informatique qui commandera l'ensemble se prénomme Socrate, mais il se moque de la sagesse et de la morale; dialogue fort peu avec les usagers, et ne s'occupe que des gros sous de la direction de la SNCF.

Fini le temps où les pauvres prenaient le train pendant que les riches roulaient carrosses et grosses berlines ! Et il est bien fini aussi celui où il était possible de connaître le montant de son voyage en multipliant simplement le prix du kilomètre par la distance. Déjà largement écorné par le système des «suppléments» ou des «périodes» où on nous en fait voir de toutes les couleurs, le prix de base du kilomètre est en voie de disparition. Il laisse place à un vrai tarif à la «gueule du client», établi par les ordinateurs de Socrate en fonction du type et de la longueur du trajet, de l'heure de départ et de l'heure d'arrivée, du type de train bien sûr, de la période du voyage et de l'affluence prévue des voyageurs, etc. Socrate peut tout faire, paraît-il, et tout surévaluer pour moduler le prix du billet ! Il n'est donc pas dit que l'âge du chef de gare soit moins pris en considération que celui du

voyageur qui, s'il a plus de 65 ans et est veuf de guerre, paiera un peu moins cher que celui qui a moins de 26 ans... Et lorsqu'on croira avoir trouvé le calcul juste et être capable de préparer sa monnaie, il faudra encore ajouter (mais Socrate s'en chargera pour vous) une taxe complémentaire et dite forfaitaire bien que variable selon la distance !

Résultat ? Pour les voyageurs, des hausses considérables, complètement arbitraires, franches ou plus ou moins camouflées comme aujourd'hui sous l'appellation de «supplément». Par exemple, fin septembre, la liaison TGV entre Paris et Bordeaux s'accompagnera de suppressions de trains normaux, d'une multiplication de TGV à supplément (et réservation - 14 francs - obligatoire, n'oublions pas), supplément s'élevant entre 30 et 78 francs en deuxième classe... quand il y a des 2èmes classes dans le train que vous voulez prendre. Sinon, vous êtes bon pour le surclassement en 1<sup>re</sup> et un supplément de 38 à 118 francs. Les autres trains grandes lignes n'échappent pas non plus au réajustement des tarifs, sous contrôle de Socrate, réajustement se traduisant par des hausses qui atteindraient jusqu'à 30% sur certains trains...

Tout comme l'avion, le train (et en 2<sup>e</sup> classe pres-

qu'autant qu'en 1<sup>re</sup>), serait ainsi en passe de devenir un luxe pour les familles modestes. Dès qu'on n'est plus seul à voyager, l'automobile revient moins cher. Le train comme service public, comme moyen de transport collectif, tellement plus sûr et plus rationnel que les voitures individuelles, devient hors de portée des moins fortunés !

Lucienne PLAIN

## RETAPE

L'été, c'est la saison des coups fourrés : les tarifs de la RATP et de la SNCF-banlieue parisienne vont augmenter de 4,5 % en moyenne le 1<sup>er</sup> août. La carte orange 4,41 %, la SNCF 4,38 %, et la carte hebdomadaire SNCF 5,38 % de plus. C'est bien plus que l'indice officiel.

Par ailleurs, la RATP lance un emprunt de 1 milliard de francs en émettant 200 000 obligations de 5 000 F (taux de rendement actuariel : 9,93 % pour ceux que ça intéresse !). L'Etat aurait pu avancer cette somme sans intérêt.

Moyennant quoi, chaque usager payera, en plus du transport, les intérêts aux prêteurs. Grâce à la RATP, l'argent circule !

## Expulsés de Paris XX<sup>e</sup>

### TOUJOURS

### À LA

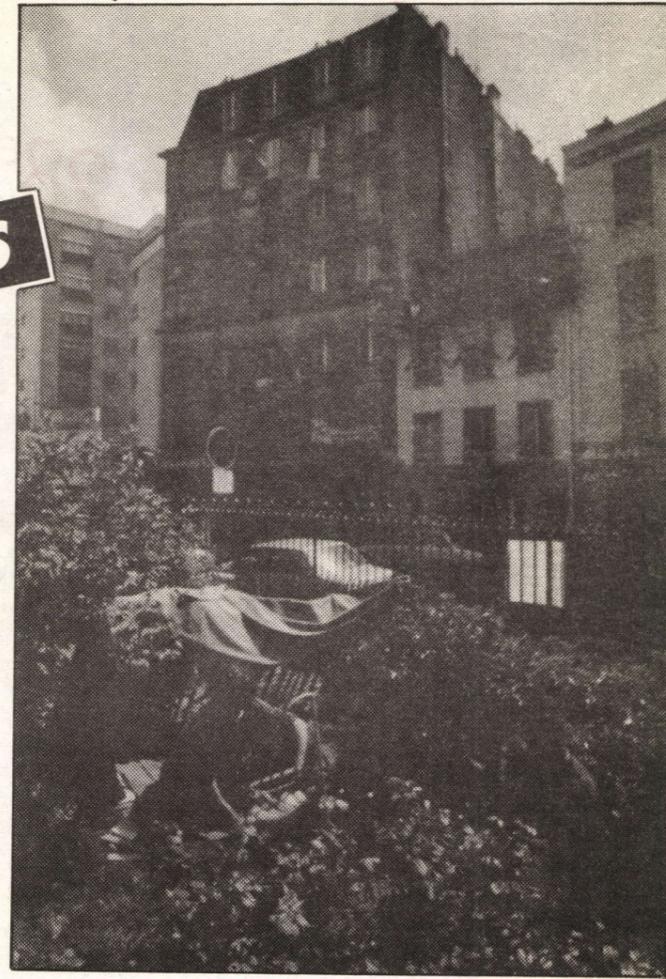
### BELLE

### ÉTOILE

Après 70 jours d'occupation (sous tentes !) de la Place de La Réunion et la venue d'un médiateur, Bloch-Lainé, nommé par le Premier ministre qui prétendait avoir tout réglé, où en est-on ?

Le 16 juillet, sur 47 familles expulsées le 2 mai d'un immeuble voisin (à des fins spéculatives), 14 seulement ont été relogées avec un bail. 13 baux sont attendus pour fin juillet et 20 propositions de logements sont à l'étude.

A cette cadence il faudra 6 mois pour reloger tout le monde !



Le Comité des mal-logés avait décidé de ne démonter aucune tente tant que la moitié des familles n'auront pas de logements avec baux en règle.

Comme on n'en est toujours pas là, le campement de la Place de La Réunion continue.

Pendant ce temps, les

expulsés peuvent rêver sur les effets de la spéculation : une agence immobilière a fait mettre sur les pare-brise une annonce : «Rue des Orteaux. 3 pièces. 30 m<sup>2</sup>. 5<sup>e</sup> étage sans ascenseur. 500 000 F». Sans compter toutes les belles résidences «de standing», «de caractère», etc. qui se construisent dans le quartier...

## Foyer ALJT de Cachan

# UNE AUGMENTATION À RÉACTION

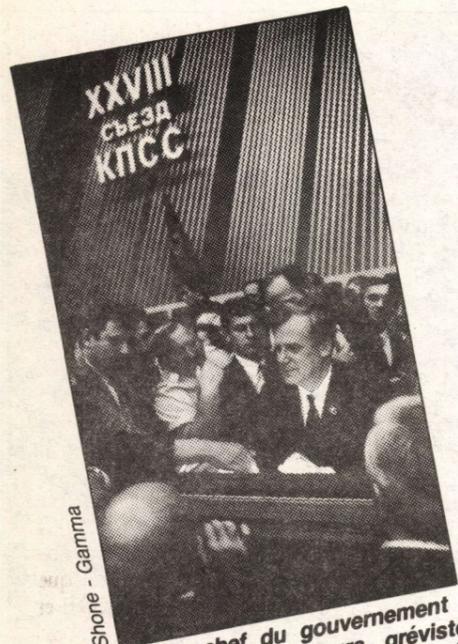
Depuis le 20 juin, il existe au foyer de jeunes travailleurs (ALJT) de Cachan, un certain mécontentement. Cela à l'annonce de l'augmentation des tarifs à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Depuis ces dernières années nous subissons deux augmentations annuelles : l'une en janvier, l'autre en juillet. Et cette fois-ci, elle n'est pas des moindres : 50 F, soit 2,8 % ou 3,3 % selon que l'on prenne ou pas 10 repas inclus dans le loyer. Une chambre de 9m<sup>2</sup> revient donc maintenant à 1 490 F par mois soit 165 F le m<sup>2</sup> ! A ce prix, un appartement de 60 m<sup>2</sup> serait loué 9 900 F par mois. De l'avis de tous pourtant, on est très loin du grand standing à l'ALJT de Cachan !

Malgré la période des vacances, ce mauvais coup n'est pas resté sans réaction de la part des résidents. Deux assemblées générales ont eu

lieu, regroupant à chaque fois une cinquantaine de personnes. Le mécontentement s'y est largement exprimé, chacun disant ce qu'il pensait de ce logement proclamé social : «On ose à peine entrer dans les douches de peur de s'y salir, et lorsqu'on y est, on se lave plus avec les fuites des tuyaux qu'avec la pomme de douche !», «Dans nos chambres, la peinture tombe sous le poids des ans ou de la mauvaise qualité», «Les sanitaires ne sont pas assez souvent entretenus, quoi de plus normal lorsque l'on réduit le personnel», «Ici, les cafards sont nos meilleurs amis c'est par dizaines qu'ils nous accueillent chaque soir dans certaines chambres», «Les repas sont trop chers et de mauvaise qualité», «L'unique téléphone par lequel on peut nous appeler est toujours occupé et lorsque, par miracle, nous réussissons à parler à notre correspondant, c'est de

l'accueil, dans un vacarme terrible et aux côtés de toutes les oreilles indiscrettes». Et pour finir, savez-vous que ce foyer sera bientôt une pièce de collection ? La plupart des chambres sont encore équipées en 110 Volts ! Alors que le matériel électrique actuel doit être alimenté en 220 Volts... «C'est pratique le matin pour se raser, pour écouter la radio... Quel bien-être !». Et, bien entendu, les transformateurs ne sont pas fournis par la direction, elle a seulement dit que ce serait une bonne idée... A quand l'application des bonnes idées ?

Les vacances ne facilitent pas les choses, mais à l'issue des réunions qui se sont tenues, un certain nombre de résidents ont toutefois décidé de ne pas payer d'augmentation tant que les rénovations ne seront pas entreprises et terminées.

28<sup>e</sup> congrès du PCUSUN CONGRÈS  
POUR QUOI ?

Shore - Gamma

Rijkov, le chef du gouvernement - celui dont les mineurs grévistes réclament la démission - au congrès.

Une fois de plus, les commentateurs, journalistes, spécialistes de l'URSS et du Kremlin, ont été pris à contrepied. Le 28<sup>e</sup> congrès du PCUS, prétendument redouté par Gorbatchev, contesté par anticipation, un instant repoussé puis finalement tenu à la date prévue, s'est achevé par une victoire formelle de Gorbatchev, la défaite de Ligatchev, le leader des prétendus conservateurs, et le départ inopiné de Elstine, le leader des libéraux, quittant du même coup le congrès et le parti. Dans le même temps, une grève politique des mineurs contestait l'autorité du parti et une manifestation réunissait sous la pluie plusieurs dizaines de milliers de personnes à Moscou pour protester contre la domination du Parti Communiste d'URSS.

Dans cet imbroglio, il ressort que, une fois de plus, Gorbatchev a tiré son épingle du jeu et que, une fois de plus, sa victoire reste fragile, circonstancielle, et en aucun cas définitive.

Les leaders du groupe intitulé «plate-forme démocratique» - en gros, les réformateurs -, n'ont pas encore quitté le parti mais ils envisagent la création d'un parti social-démocrate à l'automne... Ligatchev, après l'inat-

tendu succès des conservateurs au congrès du Parti Communiste de Russie, a reçu, cette fois, un désaveu manifeste dans le congrès du PCUS, où ses partisans étaient pourtant donnés pour majoritaires. Bref, rien, absolument rien, ne paraît résolu.

Gorbatchev l'a emporté, il a modifié radicalement la composition du Bureau politique, il garde donc le poste de premier secrétaire du PCUS. Mais les attributions, les pouvoirs et l'influence de ce même PCUS jusque-là essentielles dans l'administration et l'Etat, semblent irrémédiablement sur le déclin. Cette victoire tactique ne saurait masquer la profondeur de la crise politique qui ébranle le pouvoir soviétique central.

Entre les réformateurs, les ultras, les conservateurs, les centre-gauche, les différents représentants des nationalistes, tous représentés au congrès du PCUS, il serait vain de chercher des différences fondamentales d'orientation politique. Il s'agit de luttes de clans, d'équipes, d'appareils, soucieux de conserver ou de prendre une parcelle de pouvoir. Chacun cherche à ménager l'avenir sans perdre un pouce de ce qu'il tient pour acquis aujourd'hui. Cet éclatement du parti et du pouvoir central n'est pas simplement le produit de la perestroïka. En fait, sous la dictature apparemment immuable de Brejnev et consorts, les mafias locales, les équipes, les différents appareils s'étaient - plus ou moins ouvertement - taillés de véritables fiefs. La peres-

troïka et la glastnost ont révélé ces puissances, elles ne les ont pas créées.

Les grands courants qui traversent la société soviétique, ou plus exactement ses sommets, traduisent les difficultés pour la bureaucratie à trouver son équilibre entre une aspiration désormais affirmée, officielle à asseoir ses privilèges sur la base de la propriété privée restaurée et du démantèlement de l'économie planifiée, et la crainte de tout perdre dans un changement de régime qui balayerait avec la propriété étatique, les postes, privilèges, sinécures, et combines qui, bon gré mal gré, ont au fil des ans assis leur autorité sur une société asservie.

Depuis cinq ans que Gorbatchev s'efforce de gérer l'héritage laissé par Brejnev et Andropov, et d'asseoir son autorité sur une société en crise, son véritable titre de gloire est d'avoir su naviguer entre

les forces hostiles, celles qu'il a trouvées, celles qu'il a malgré lui encouragées, celles qui ont surgi du processus en cours. L'affaiblissement du pouvoir central, l'apparition de forces centrifuges, une nouvelle fois confirmée par la déclaration de souveraineté de l'Ukraine, mesurent au moins autant la complexité de la situation que les limites d'un pouvoir central discuté mais encore nécessaire.

A l'heure où chacun joue sa propre carte, son propre avenir, dans une succession difficile, Gorbatchev, le surfeur, est sans doute le seul homme politique avec peut-être Elstine, désormais propulsé vers un avenir national, à être le point d'équilibre des intérêts généraux d'une bureaucratie incertaine, déchirée, avide et apeurée à la fois, conservatrice et subjuguée par l'Occident, mais toujours attachée à ses privilèges.

Colette BERNARD

Les sommets de la bureaucratie aspirent avec bien des réticences et des craintes à la transformation de leur domination en bourgeoisie, l'ensemble de la société soviétique en proie à la pénurie, l'arbitraire, la dictature de la bureaucratie, reste dans une expectative plus marquée de méfiance que d'espoir. L'économie de marché ne suscite guère d'enthousiasme dans la population. Une couche de privilégiés table sur un avenir bourgeois et capitaliste, là où l'ensemble de la société rentre les épaules et se demande comment se défendre contre les coups inévitables.

La classe ouvrière soviétique n'était pas représentée au congrès du PCUS. Comment saura-t-elle demain intervenir dans l'évolution de l'URSS pour ne pas être victime des calculs de bureaucrates rivaux ? Là est le véritable problème.



UNI  
DES

Le 11 juillet, une grève de 24 heures a paralysé tous les bassins miniers du pays.

L'an dernier, à pareille époque, une grève partie de certains puits du Kouzbass (Sibérie occidentale) s'était étendue à toute cette région et de là au bassin ukrainien du Donbass. Confronté à la lutte de 200 000 grévistes, le gouvernement avait semblé céder sur la plupart des points avancés par les comités de grève (amélioration de l'approvisionnement et des conditions de travail, dotations accrues aux régions minières, augmentation des salaires).

Peu confiants dans le gouvernement, les mineurs ne se démobilisèrent pas. En nombre d'endroits, ils décidèrent de mainte-



Blanche - Gamma

Démonstration anticommuniste au moment du congrès. «Le communisme c'est pire que le SIDA».



**Mineur du Kouzbass.**  
Sur les affichettes :  
«S'il y a de la viande,  
alors que ce soit pour  
tous !» - «Au service du  
peuple ? Avec qui êtes-  
vous ?» (paru dans les  
Nouvelles de Moscou  
du 8 juillet 1990).

tombés en neuf ans de guerre  
d'Afghanistan !

## La grève du 11 juillet

Ce 11 juillet, la grève a touché bien plus de bassins que l'an passé. Selon les autorités, l'appel des comités de grève du Donbass fut suivi massivement.

Dans le Donbass (sur 250 mines, 140 ont été arrêtées 24 heures et 110 pour des durées variables) ; autour de Kémérov (Kouzbass) 66 mines ont dû s'arrêter 24 heures, 11 autres entreprises se mettant aussi en grève ; dans le bassin de Vorkouta (11 mines sur 13 arrêtées, des entreprises et un sovkhosze faisant de même) ; dans le bassin de Karagana, au Kazakhstan (11 puits totalement fermés, 26 arrêtés plu-

tion d'un "gouvernement d'union nationale qui, seul, peut (...) sortir le pays de la crise". Ce texte poursuivait : "la lutte politique entre conservateurs et réformistes, qui dure depuis 5 ans (...) mène le pays à la banqueroute économique et politique. Nous ne pouvons plus nous contenter des demi-mesures du gouvernement et du Soviet suprême, qui subissent le diktat de l'appareil du parti", réclamant la nationalisation des biens du PC, la suppression du parti dans les entreprises, l'armée, le KGB, la police "pour exclure la possibilité d'un coup d'Etat perpétré par le parti et les généraux".

## Ceux qui cherchent à placer les travailleurs à la remorque d'autres forces sociales

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les grévistes

millions de membres dans tout le pays. Mais ses dirigeants ne représentent en aucune façon les intérêts de la classe ouvrière soviétique. Il est révélateur qu'on les avait vus, l'été 1989, mettre tout leur poids pour convaincre les anciens grévistes de la région de Kémérov de ne pas intimer leur journal *Gazette ouvrière* mais *Gazette des travailleurs* ; expliquant que le mot "ouvrier" était trop "restrictif". Et lors de la constitution de cette confédération, son président soulignait dans la presse qu'elle regroupait outre des ouvriers, des "travailleurs" de toutes les catégories sociales, encore trop peu nombreux à son goût.

Nous ne savons pas d'ici dans quelle mesure les grévistes du 11 juillet se reconnaissent dans des courants que la presse soviétique a présentés comme les dirigeants. Mais il semble évident que ces courants eltsiniens, sociaux-démocrates, partisans déclarés du capitalisme occidental et gorbatchéviens ont voulu

eux-mêmes de l'approvisionnement et même des tâches de la police. (La police n'ayant pratiquement plus de droit de cité dans la région).

Un courant révolutionnaire parmi les mineurs aurait milité pour que cette autonomie de fait des mineurs en grève devienne consciente et politique. Il aurait combattu le gouvernement en place et sa politique, mais pas au nom d'un "gouvernement de coalition", mais au nom de la nécessité pour les ouvriers de prendre en main la direction politique et économique du pays. Il se serait opposé à la propagation d'illusions sur ce que serait une police, un KGB et une armée seulement débarrassées des cellules du parti. Il aurait milité pour que les travailleurs assurent eux-mêmes les tâches de la police - comme ils l'ont fait dans une certaine mesure l'année dernière. Il aurait défendu l'idée que contre le danger d'un coup d'Etat, la seule politique qui aille dans le sens des intérêts des travailleurs, serait de rendre l'état-major inapte de tout coup de force contre les intérêts de la classe ouvrière en le coupant de sa base, des soldats du rang. Il aurait cherché à convaincre les mineurs sensibles, à juste raison, à cet aspect des choses, qu'il fallait qu'ils aient une politique de classe à l'égard des soldats, issus pour l'essentiel de la classe ouvrière, qu'ils se servent de leur nombre pour tisser des liens avec eux. Et un tel courant aurait bien entendu milité parmi les mineurs pour s'opposer à toute idée de restauration du capitalisme, contre toute idée d'appropriation privée des usines et des mines, et pour le remplacement de la domination de l'économie par les bureaucrates par la direction de l'économie sous le contrôle démocratique des travailleurs.

Dans la situation actuelle, ces objectifs sont sans doute difficiles à atteindre pour la classe ouvrière. Non pas qu'elle manque d'initiative ou de ressources humaines, mais parce que ceux que l'on voit le plus intervenir en son sein, tenter de l'encadrer, représentent non pas ses intérêts, mais ceux de ses ennemis de classe. Mais la préoccupation que ces derniers semblent avoir d'entraîner la classe ouvrière derrière eux, ou en tout cas de la neutraliser (ces derniers mois, cela a été perceptible dans des luttes grévistes mais aussi lors de conflits nationaux ou en filigrane lors des élections et dans nombre d'articles de journaux), cela montre qu'ils craignent que la classe ouvrière ne veuille intervenir sur la scène politique et sociale pour son propre compte. C'est dans cette crainte que des révolutionnaires soviétiques devraient trouver, eux, leur assurance et leur force.

Patrick LAFFONT

# GREVE MINEURS SOVIETIQUES

nir les comités de grève pour contrôler l'application des accords signés. A juste titre car, une fois le travail repris, les autorités se montrèrent peu empressées de tenir leurs engagements.

## Un mécontentement qui n'avait pas désarmé

L'automne dernier, à Vorkouta, les mineurs du Grand-Nord repartirent donc en grève, accusant ce gouvernement de poursuivre la politique anti-ouvrière inaugurée sous Staline. Mais les autres bassins ne rejoignirent pas les mineurs de Vorkouta. Crainte de l'incompréhension de la population, les autorités et la presse taxant les grévistes de créer des difficultés de chauffage en plein hiver ? Défiance de certains dirigeants des comités de grève du Donbass et du Kouzbass vis-à-vis de ce que la presse désignait comme l'extrémisme politique de

Vorkouta ? Ces facteurs jouèrent probablement contre l'extension du mouvement.

Il y a un peu plus d'un mois, des rumeurs de grève circulèrent à nouveau. Dans le Kouzbass, cette fois. Dans la *Pravda* du 4 juin, un responsable du PC de cette région, A. Melnikov, en imputa la cause aux carences de l'approvisionnement régional (presque pas d'œufs, de charcuterie, de volaille et pas de viande dans les magasins d'Etat) en rejetant la responsabilité sur les autorités de régions agricoles, censées desservir le Kouzbass, mais faisant la "grève des livraisons". Il n'y eut finalement pas de grève, faute d'un accord entre les représentants des mineurs de Kouzbass et ceux du Donbass, qui paraissent attendre l'occasion du congrès du PC. Mais le mécontentement subsistait partout, car en matière d'approvisionnement Grand-Nord et Extrême-Orient sont encore plus mal lotis que le Kouzbass. Quant aux conditions de travail dans les mines, elles sont dramatiques : un numéro récent de la *Komsomolskaïa Pravda* chiffré à 10 000 le nombre de travailleurs morts dans des accidents de mine, au cours des neuf dernières années : presque autant que de soldats

sieurs heures, des travailleurs d'autres entreprises affirmant leur solidarité en faisant grève), mais aussi dans d'autres régions qui n'avaient pas fait grève l'an dernier : en Extrême-Orient, dans l'île de Sakhaline où 8 mines et une dizaine d'usines ont fait grève ; à Magadan et Norilsk, en Sibérie orientale et à Novosibirsk, en Sibérie occidentale.

Cette grève générale de la corporation minière a eu un caractère politique ouvert. Elle a en effet été organisée pour éclater en plein 28<sup>e</sup> congrès du PC, réclamant notamment la démission d'un gouvernement - et en particulier de son chef, Ryjkov - n'ayant pas honoré les accords de 1989.

A la veille du 11 juillet, on publia des appels présentés comme émanant des comités de grève. "Un appel au peuple et à la direction soviétique" du comité de grève du Donbass, initiateur du mouvement, déclarait que "face à la réaction (...) nous ne pouvons plus attendre, pendant que le gouvernement et l'appareil du parti qui lui dicte sa volonté (...) nous conduisent à la faim, la misère et la ruine". Un communiqué, signé de trois dirigeants du comité de grève de Donetsk et envoyé à Moscou "pour lecture au 28<sup>e</sup> congrès", exigeait la démission du gouvernement et la forma-

tes se retrouvaient dans ces déclarations. Mais force est de constater qu'elles reprenaient bien des thèmes lancés au 28<sup>e</sup> congrès du PC par les "radicaux" de Boris Eltsine et, dans une moindre mesure, par des partisans de Gorbatchev. A cela rien d'étonnant.

Dans le Donbass, plusieurs responsables des comités de grève de 1989 se firent élire députés, au printemps dernier, sous le parrainage de listes gorbatchéviennes ou de la mouvance eltsinienne. Même chose dans le Kouzbass, avec en outre la création d'une Confédération des Travailleurs, dont les mots d'ordre pour la grève, reprenaient presque mot pour mot les déclarations déjà citées. Officiellement constitué ce printemps, cette sorte de syndicat indépendant des syndicats officiels est, entre autres, animé aussi bien par des membres de l'Union Démocratique (une organisation qui n'a jamais fait mystère de militer pour le rétablissement du capitalisme), que par des militants d'organisations proches d'un Eltsine qui affirme ouvertement sa volonté de voir restaurer "le marché", "la propriété privée", ou des partisans de Gorbatchev.

Que des ouvriers se reconnaissent dans cette Confédération des Travailleurs, tel est sans doute le cas puisque celle-ci revendique près d'un

utiliser cette grève à leurs propres fins. Ne serait-ce que pour peser dans les luttes qui se déroulent au sommet du Parti Communiste et de l'Etat.

Nous savons encore moins s'il existe, parmi les mineurs, des courants partisans d'une politique indépendante pour la classe ouvrière combattant la bureaucratie mais au nom de la classe ouvrière et pas au nom du retour au capitalisme.

Une telle organisation aurait évidemment milité également pour que la grève soit "politique" (d'ailleurs quelle grève de cette importance en Union Soviétique pourrait ne pas l'être). Mais elle aurait milité pour que les mineurs avançaient une politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière, pas une politique mettant les mineurs à la remorque de telle ou telle faction de la bureaucratie et surtout pas de celles qui se revendiquent ouvertement d'un retour au capitalisme.

Lors de la grève de l'année dernière, ce furent précisément les mineurs de Kouzbass qui ont laissé entrevoir les immenses possibilités d'organisation autonome, sinon encore de politique autonome, de la classe ouvrière. Les mineurs en grève ont à l'époque pratiquement pris en main le contrôle et l'administration de la région, ils s'occupaient

## GRÈVE DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE

Depuis la mi-mai, les professeurs de l'enseignement secondaire grec, au nombre de 50 000 environ, sont en grève. Ils réclament une augmentation de 18 000 drachmes (environ 600 F), l'ouverture de nouvelles classes et la création de postes.

Dès le début, ils ont menacé le gouvernement de faire la grève des examens et, jusqu'à présent, ils ont tenu, malgré la pression considérable de toute la presse, l'hostilité de la droite et l'absence de soutien réel de la gauche et des confédérations syndicales des autres professions.

La grève est très suivie : les grévistes se réunissent sur la base des sections locales de leur syndicat, qui regroupe différentes tendances politiques, et décident de la continuation de la grève.

Le gouvernement n'a rien cédé. Il refuse catégoriquement une augmentation de salaire. Tablant sur le pourrissement du mouvement, il a repoussé au 16 juillet les examens de fin d'année initialement prévus à partir de la mi-juin.

Il a envoyé 15 000 réquisitions, en espérant avoir au moins 7 000 correcteurs pour les 130 000 à 150 000 candidats. Il a réduit le nombre des centres d'examens, obligeant ainsi des élèves à effectuer de longs voyages : certains viennent d'îles éloignées, des Cyclades, passer leurs examens au port d'Athènes, le Pirée. Enfin, il a mobilisé 3 000 policiers pour surveiller les centres d'examens et des dizaines de procureurs "en cas d'incidents".

Cela n'avait apparemment pas entamé la détermination des grévistes qui, deux jours avant la date prévue pour l'examen, avaient décidé à la quasi-unanimité (79 sections locales sur les 80 que compte tout le pays) de poursuivre la grève.

Cependant, la presse du lundi 16 au matin, annonçait que la direction de l'OLME, confédération syndicale des enseignants, avait demandé à ses membres de rester à l'extérieur des centres d'examens, d'éviter tout incident, affirmant que, de toute façon, vu la procédure employée, les épreuves ne seraient pas valables ! Déclaration qui selon des grévistes interrogés par la presse, ne pouvait qu'affaiblir le mouvement.

S. M.

## Renault - Flins

# LA TROISIÈME ÉQUIPE EST AJOURNÉE

En mars dernier un accord, qualifié à l'époque «d'exemplaire» par la grande presse, avait été signé à Flins entre la direction de l'usine et tous les syndicats, sauf la CGT. Il portait sur la création d'une équipe de nuit et la modification des horaires de l'équipe de jour. Il n'y a d'ailleurs que sur cet aspect que les travailleurs avaient été consultés, puisque les syndicats signataires avaient organisé, avec l'accord de la direction, un référendum à l'échelle de toute l'usine pour savoir si

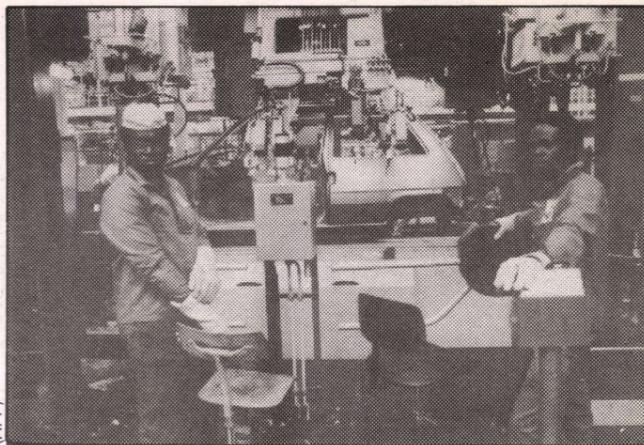
on préférerait commencer le travail à 5 heures du matin ou à 5 h 30...

Et puis lorsque ce cinéma a été terminé la direction, qui au départ laissait entendre que tout cela entrerait en application vers septembre 1990, avait parlé du premier trimestre 1991. Et lors de la dernière réunion du CE qui a eu lieu fin juin elle vient de signaler que la mise en place éventuelle des trois équipes n'aurait pas lieu avant 1992, et que de toute façon c'était au conditionnel car lié à la décision de

fabriquer une nouvelle voiture, «le petit véhicule», décision qui n'était pas encore prise.

Depuis, toutes les discussions qui avaient lieu depuis la signature de l'accord sur les modifications que ce dernier entraînerait sur les pauses ou sur les horaires de secteurs - comme les Presses où existait déjà une équipe de nuit - ont été «gelées».

Nul ne sait précisément quelle mouche a piqué la direction. S'attend-elle à un retournement du marché tel qu'elle remballer déjà un



(AFP)

accord, qui lui aurait permis d'augmenter sa production sans investir ? Ou a-t-elle le projet désormais de passer la production de l'usine de 1650 à 2000 voitures par jour sans mettre en place une troisième équipe, en élevant simplement les cadences ?

Dans les ateliers, on se dit que si les nouveaux horaires sont reportés à dans deux ans... ou à la Saint-Glinglin, il sera toujours temps de voir s'ils nous conviennent à ce moment-là ou pas.

Mais ceux qui ont vraiment l'air ridicules dans cette histoire, ce sont les syndicalistes qui ont milité pour convaincre les travailleurs que la mise en place des trois équipes était indispensable à la survie de l'usine et que pour éviter la «billancourtisation», c'est-à-dire la fermeture de l'usine (selon un terme de la CFDT), il était indispensable de signer tout de suite !

Comment donc !

Correspondant LO

## Snecma - Villaroche (77)

# PÉTARD EN JUILLET

Cela a beau être le début de la période des congés, il y a eu une certaine agitation ces derniers temps. Ainsi, après plusieurs débrayages la première semaine de juillet contre le licenciement d'un travailleur accusé de vol, licenciement que la direction a dû remballer et transformer en mise à pied, c'est la prise de congés au moment du 14 juillet qui a provoqué des remous et des débrayages.

En effet, le 14 juillet tombant un jour ouvrable (même si c'est le samedi), ceux qui sont en congés à ce moment-là bénéficient d'un jour supplémentaire. Mais il n'y a pas que cela : une convention d'entreprise qui vient d'être signée à la SNECMA, après de longs mois de négociations entre la direction et tous les syndicats, prévoit aussi que les jours fériés tombant un samedi donnent droit à un jour de congé, sans condition. Du coup les travailleurs pas en congés en ce moment devraient bénéficier également de ce jour supplémentaire.

Lundi 9 juillet la direction refusait catégoriquement d'accorder ce jour, dans tous les services. Ce

qui fut ressenti par beaucoup comme une dérobade de la direction qui, après avoir signé un texte, s'essayait dessus.

Le lendemain une partie des délégués, avec des travailleurs des bâtiments 35 et 3 décidaient de débrayer et d'aller protester à la direction.

Au moment du rassemblement, dans chacun des ateliers, il était décidé de passer dans les autres bâtiments pour en entraîner d'autres à nous rejoindre.

Malgré les vacances, c'est à 300 que nous nous retrouvions devant la direction dont les couloirs

étaient envahis. Le directeur du centre dut essayer de s'expliquer devant tout le monde.

L'après-midi, les dirigeants syndicaux demandaient une réunion à la direction générale, et à Villaroche trois syndicats (CGT, CFDT et FO) signaient un tract pour appeler à un nouveau débrayage le lendemain, où nous avons été aussi nombreux que la veille à participer.

Pour ses mesquineries du 14 juillet, il fallait bien qu'on fasse sa fête à la direction.

Correspondant L.O.

# EMBASTILLÉS EN JUILLET

En organisant une journée de travail le 14 juillet, la direction a transformé la "fête nationale" en fête du travail.

Il est vrai que la "Nation", ce sont les patrons et que nous,

ouvriers, n'avons pas de patrie.

Mais pas de patrie, ça ne veut pas dire pas de week-end !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson-Gennevilliers.

## Excel (Nanterre - 92)

# ÇA N'EXCELLE VRAIMENT EN RIEN !

Excel à Nanterre est une petite entreprise de 210 personnes divisée en quatre équipes, où l'on fabrique de la margarine et différentes pâtes sucrées qui servent aux boulangeries industrielles.

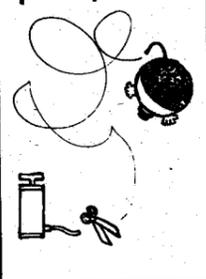
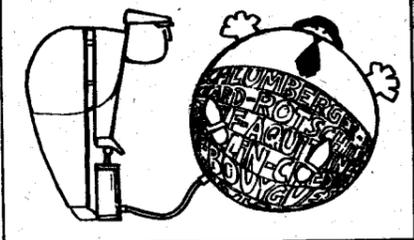
Autant dire que ce n'est pas la fine fleur du bon beurre qui nous chatouille les narines ! L'odeur nous colle à la peau, même après que nous nous sommes lavés : le chiffon sur le nez est conseillé. On travaille aussi à côté des moteurs électriques, des chaudières où l'huile est traitée. C'est la chaleur et le bruit. Alors, avec le mouchoir sur le nez, les bouchons dans les oreilles et la serviette éponge sur la tête contre la transpiration, on a tous l'impression d'être des clandestins...

Il y a du sucre et de l'huile un peu partout sur le sol (la réduction du personnel de nettoyage a aggravé les choses). On dérape souvent. A certains endroits de l'usine, on n'ose plus marcher, on se laisse glisser à l'aide d'une rampe pour avancer et la majorité des accidents du travail sont dus aux chutes.

L'inspecteur du travail a parfois essayé de faire pression pour que les conditions de travail s'améliorent un peu, notamment sur la question du bruit, mais il n'est pas aidé par la municipalité de Nanterre (au demeurant communiste) qui tient à ce que l'entreprise Excel reste sur la commune et le patron en profite. Il en fait à sa tête : remplacement du personnel licencié par des intérimaires ou des CDD, suppression du personnel de nettoyage, mépris général pour les conditions de travail qui entraînent la hausse des accidents...

Question paye, ça glisse aussi plutôt vers le bas. Un ouvrier dit «qualifié» (OQ2) avec quinze ans d'ancienneté touche 6500 Frs net. Du coup, on ne se fait pas trop de beurre avec la margarine...

Bref, tout glisse tellement qu'un jour, c'est la direction qui pourrait se ramasser...



# Bouygues

## UN CHANTIER BIEN ORDINAIRE

Bouygues est le numéro 1 du BTP européen. En 1989, il a réalisé 56 milliards de francs de chiffre d'affaires. Depuis que Francis Bouygues a passé le relais à son fils Martin, le groupe veut accélérer sa diversification. Après la communication (TF1), il s'intéresse à l'agro-alimentaire (il est déjà propriétaire des Grands Moulins de France). Mais sur quelle exploitation se construit la fortune des Bouygues, c'est ce qu'un lecteur, qui a travaillé sur un chantier Bouygues, nous explique :

«A Paris, un chantier du bâtiment Bouygues emploie deux cents personnes environ. Au moment du gros œuvre (les murs porteurs, par exemple), un tiers du personnel fait partie de Bouygues, les autres sont des intérimaires.

Ensuite, la proportion peut tomber à 10% de personnel Bouygues et 90% d'intérimaires.

Il est presque plus avantageux d'être intérimaire que d'appartenir à la société Bouygues. En effet, si le personnel Bouygues et les intérimaires sont payés sensiblement au même taux, la différence se marque sur les horaires. L'horaire officiel est de 8 h 25 par jour mais, en réalité, la pression est telle que le personnel Bouygues peut travailler 10 h, 12 h, et même 14 h, sans que les heures supplémentaires soient comptées en plus, alors qu'on les compte pour les intérimaires.

Pour le travail du samedi, c'est pareil : le personnel Bouygues est payé en 1/15<sup>e</sup> de mois et en prime. Le cumul des heures supplémentaires, Bouygues ne connaît pas. Or, les heures supplémentaires, ce n'est pas ce qui manque.

En effet, Bouygues, comme d'autres grands entrepreneurs, ne fait pas sa marge de profits sur les matières premières utilisées mais sur les délais de

livraison. Pour enlever un chantier, Bouygues promet au commanditaire des délais de livraison records. Si le planning est respecté il y a des escomptes ou des primes à la clé. Bouygues est devenu un des premiers sur Paris. Ses chantiers se sont multipliés. Il a dû multiplier le nombre de directions et, autant que possible, le personnel qualifié Bouygues : mais là ça ne suit guère, d'où l'appel aux intérimaires.

Le chantier démarré, commence alors une vraie course contre la montre. Si les conditions individuelles de sécurité sont respectées (casques de chantiers et des chaussures de sécurité pour le personnel Bouygues), le travail s'effectue dans des conditions de travail qui sont de fait dangereuses parce qu'il y a un manque en personnel qualifié et qu'on travaille dans une vraie pagaille.

Les corps de métiers ne se succèdent pas mais travaillent simultanément : le gros œuvre est à peine terminé que, déjà, on livre les fenêtres avec leurs vitres. Une fausse manœuvre de la grue, une pièce de l'échaffaudage qui tombe, et c'est la casse.

Pour réaliser tout l'intérieur, Bouygues fait appel à des sous-traitants qui posent enduits, papiers peints, etc. Le chantier se remplit de petites entreprises de toutes sortes qui, elles, ne respectent pas toutes les conditions de sécurité minimum. Comme cela reste sous la responsabilité de Bouygues, il y a parfois des accrochages ; on voit ainsi passer un petit patron qui cherche l'adresse où s'achètent casques et chaussures de sécurité !

Il suffit que l'inspecteur du travail passe pour additionner les irrégularités : pas de douches, nul ne sait précisément combien de personnes travaillent sur le chantier, etc.

Bouygues paye bien quelqu'un d'une boîte extérieure pour veiller à la sécurité sur le chantier mais, dans la réalité, cela n'empêche pas que, bon an, mal an, il y a un accident par jour, grave ou pas. Le problème de Bouygues n'est pas tant la sécurité en elle-même, que ce que ça lui coûte. Pour chaque accident, il doit verser de l'argent à la Caisse des accidents du travail. La caisse l'a dans le collimateur. Car s'il dépasse un certain quota d'accidents, il doit payer plus encore. Alors, sur le chantier, des chefs font pression sur les accidentés pour que l'on n'envoie pas les déclarations légales d'accidents.

Bouygues se vante beaucoup de son «savoir-faire», mais au train où vont les choses, celui-ci se dilue dans des conditions de travail de plus en plus limites. Quant au «potentiel humain», contrairement à ce qu'il prétend, il n'en fait pas grand cas.»

Creusot-Loire-Industrie (Saint-Chamond)

### ÇA BAIGNE !

Une «cellule flexible d'usinage» fonctionne depuis deux ans dans un atelier de l'usine, qui travaille essentiellement pour du matériel militaire.

Lors de la mise en place de cette cellule d'usinage, les travailleurs ont d'abord été incommodés par l'éclairage totalement artificiel et de faible intensité. Une raison technique était invoquée : des augmentations de température auraient entraîné des anomalies de fonctionnement des machines à commande numérique, au nombre d'une vingtaine dans l'atelier. Un éclairage naturel aurait signifié l'augmentation de la température les jours de beau temps. Depuis les protestations des travailleurs, des panneaux vitrés ont quand même été installés.

Deuxième inconvénient plus important : les vapeurs d'huile. Elles émanent d'abord des deux postes d'usinage où les outils sont lubrifiés par des projections d'huile à fort débit. En particulier le matin, l'atmosphère est très chargée, parce que, par économie, quand les machines tournent la nuit sans personnel, la direction coupe simplement la ventilation !

Les vapeurs d'huile viennent aussi du parc de machines à commande numérique situées dans le même atelier. Lorsque les machines sont mises en route, l'huile restée sur les

parties tournantes brûle et dégage une odeur fort désagréable.

Contre ces nuisances, les travailleurs se sont mobilisés. Suite à leur demande, le délégué CHS a lancé une procédure d'alerte - ce qui ne s'était jamais vu à Creusot-Loire. Les ouvriers ont été reçus par la direction : celle-ci a annoncé des mesures techniques (en particulier des hottes d'aspiration sur les deux machines de la cellule d'usinage). Les travailleurs ont alors accepté de lever la procédure d'alerte.

Effectivement, depuis, cela va mieux. Mais ce n'est pas encore le tableau sans accroc décrit dans le numéro de juin de la revue *Travail et sécurité*, éditée par l'Institut National de Recherche et de Sécurité. L'article en question parle de «*minimum de risques*» et d'une «*cellule bien vivante où conditions de travail, sécurité et performances se trouvent unies... pour le meilleur !*»

Performances, peut-être, mais conditions de travail, pas encore. D'abord la ventilation de l'atelier rend le réglage de la température malaisé. Et surtout les vapeurs d'huile sont toujours là : passez donc votre doigt le long des parois et rendez-vous compte de ce qui peut parvenir jusqu'à vos petites alvéoles pulmonaires !

Correspondant LO

## Peugeot-Sochaux

### PROTESTATION CONTRE UN MAUVAIS COUP

Lundi 9 juillet, un jeune travailleur sous contrat d'un an a été averti par sa maîtrise qu'il ne serait pas embauché à la fin de son contrat. Le prétexte : manque de motivation. Pour le moment dans le secteur de professionnels où il travaille, les jeunes sous contrats ont toujours été embauchés. Cela révolta

l'intéressé lui-même qui ne s'y attendait pas du tout. Mais cela révolta également les travailleurs de son équipe et quelques autres qui le connaissent bien. Ceux-ci accrochèrent le chef individuellement pendant la semaine, puis dans une réunion où la maîtrise répliquait : «*Cela ne vous regarde pas, nous n'avons*

*pas à nous justifier !*». Une délégation de 12 travailleurs s'est rendue à la direction avec 2 délégués. L'adjoint du chef du personnel a été dans l'incapacité de s'expliquer et de dire ce qu'il aurait fallu de mieux comme motivation pour l'embauche, que ce que le jeune avait montré. Alors les réflexions ont fusé à tel

point que ce monsieur a falli quitter la salle : «*Si on virait tous ceux qui ne sont pas motivés, il ne resterait plus personne...*», «*vous voulez acheter la conscience des travailleurs...*».

Malgré la solidarité vis-à-vis du jeune, la direction n'est pas revenue sur sa décision.

Hôpital de Bicêtre  
(Le Kremlin-Bicêtre - 94)

# TOUTES LES RAISONS DE CONTINUER !

**Le mouvement pour l'embauche de personnel continue à l'hôpital de Bicêtre. A l'origine de ce mouvement, les graves problèmes d'effectifs, traditionnels dans les hôpitaux en cette période de congés, mais qui se posent cette année avec encore plus d'acuité. Depuis le début juillet, nous continuons à nous retrouver les mardis et à aller voir la direction pour lui demander des comptes et maintenir la pression.**

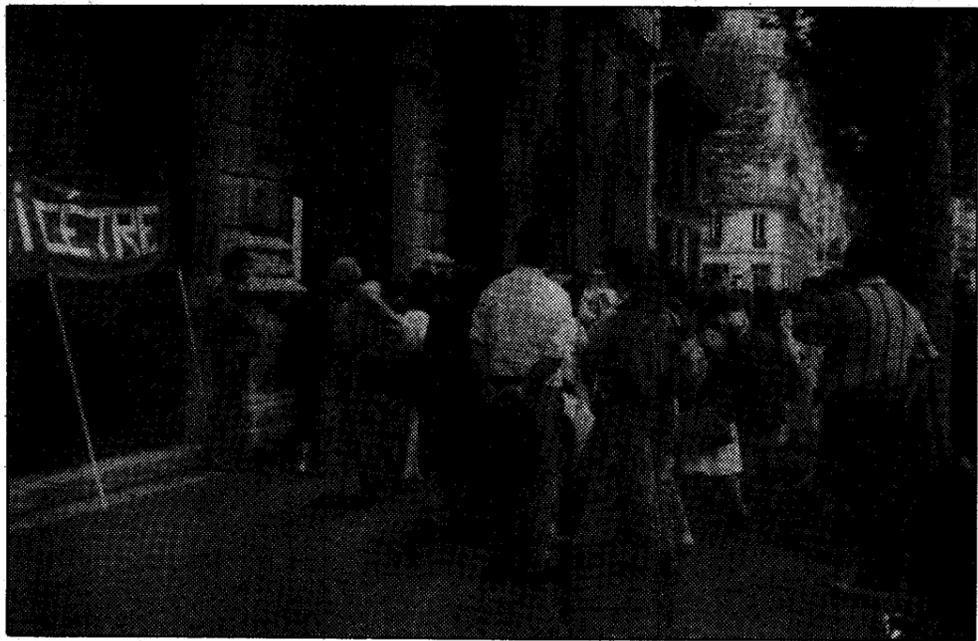
les quatre lits de malades en attente d'une greffe pendant les congés en sachant que des malades attendent des reins depuis longtemps, ou bien nous faire travailler dans des conditions détestables. C'est ce qu'a donc décidé le chef de service : au mois d'août, de jour, nous devons travailler 13 jours d'affilée, avec un jour de repos au bout...

- en neurochirurgie, il manque quatre postes d'infirmières. Pour que le service tourne, il est mathématiquement impossible de respecter le roulement d'un week-end travaillé sur deux. Au mois de juin, ça été le jonglage permanent des jours de repos, et des week-ends travaillés à répétition : trois à la suite dans ce secteur, ou encore quatre week-ends dans un secteur

de médecine interne. Pour les mois de juillet et août, il est prévu de fermer une partie du service.

Tout cela parce que l'hôpital n'a plus d'argent pour payer les remplacements des absents. Il y aurait eu trop de congés maternité cette année, nous dit-on : l'hôpital en prévoyait 48 pour 1990 et envisageait d'en remplacer un sur trois... Au 1<sup>er</sup> semestre, il y a eu 70 congés maternité sur l'hôpital. Nous n'avons pas respecté notre «quota» fixé par la direction !

Et tout cela, nous ne l'acceptons pas. Un collectif du CHU-Bicêtre s'est créé, regroupant des non-syndiqués et des syndiqués de toutes les catégories de personnel de l'hôpital, soutenu par la CGT, le SIAN (Syndicat infirmier autonome national) et FO.



29 juin, 140 manifestants de l'hôpital envahissent la cour du siège de l'AP-HP.

Il essaye de mettre sur pied des cahiers par service recensant les besoins en personnel, il établit une liste des cas les plus criants, il contacte la presse et continue de se

réunir pendant les congés. car tous nous savons qu'en septembre, les problèmes continueront à se poser !

Non, la contrainte du budget n'est pas incon-

turnable, et nous ferons tout pour qu'elle soit moins forte !

Correspondant LO

## Dans notre courrier

### LE RAS-L'BOL À LA SÉCU

**Nous avons reçu la lettre d'un employé de la Sécurité sociale de l'Essonne qui, après un petit historique du mouvement de protestation dans son département depuis le 11 juin dernier, nous expose les raisons du mécontentement :**

«Depuis plusieurs années, parallèlement à la suppression de postes, la mise en place de l'informatisation a nécessité des efforts croissants du personnel, rentabilité oblige. Restructuration des méthodes de travail, législation de plus en plus complexe, pluie de circulaires à ingurgiter, les unes contredisant souvent les autres..., plan Seguin, plan Evin... Tel médicament est remboursable, puis il ne l'est plus. Il en est de même pour les remboursements des actes de laboratoire, ce qui nécessite une vérification des plus fantaisistes, et quelle perte de temps ! Rigidité d'une législation souvent aberrante qui relève d'esprits tatillons plus ou moins pervers.

Bien qu'officiellement le rendement n'existe pas, en pratique il faut «liquider» une moyenne de 80 dossiers par jour, qu'il s'agisse de simples feuilles de soins ou de dossiers épineux. Tout retour à un assuré n'est pas comptabilisé, de même toutes recherches : numéro d'identification d'un praticien, d'un établissement ou consultation de la «doc», véritable jungle législative. Les erreurs sont comptabilisées. Une erreur d'un centime entraîne un signalement, ce qui nécessite un redressement. Le stress est permanent, sans compter la fatigue occasionnée par le travail sur écran qui entraîne souvent une diminution de l'acuité visuelle, de l'hypertension, etc. Rares sont les employés qui ne portent ni lunettes, ni lentilles.

Dans le cas d'arrêt maladie d'un agent, celui-ci est contrôlé par un médecin envoyé par la direction, qui perçoit pour ce «contrôle» quatre cents francs.

Aucune augmentation de salaires, certains agents «haute-

ment qualifiés» perçoivent moins de six mille francs nets mensuels. L'avancement réduit à sa plus simple expression se fait à la tête du client. Le délégué est coincé entre l'agence comptable - dont il dépend et qui l'incite à pinailler, brandissant sans cesse les mots «fraude et responsabilité» - et le technicien qui lui reproche son manque de souplesse. Le technicien s'active, vite, vite, pas de solde le soir, vite, vite, les écrans doivent tourner sans interruption... Quant aux commis d'ordre, leur travail consiste surtout en classement, aucune perspective de déroulement de carrière. Bref, ce n'est pas la joie !

A la quatrième semaine de conflits, la situation reste complètement bloquée, qu'il s'agisse de revendications locales ou salariales, les responsables continuent de se renvoyer la balle, tandis que les dossiers (470 000 à ce jour) s'entassent dans les centres de paiement. Même si un effort est fait pour dépanner les cas d'urgence, tout

devant passer par informatique et aucune saisie n'étant pratiquée, le système s'enraye de lui-même et la situation ne peut que s'aggraver. Les cartes de Sécurité sociale ne peuvent plus être renouvelées, les prises en charge concernant les hospitalisations ne peuvent plus être délivrées, les mutations restent en suspens... Mais le ministère préfère attendre. Attendre quoi ? Que le mouvement s'étende ? Déjà l'URSSAF embraye depuis le 21 juin, mouvement revendicatif qui se traduit par de multiples actions.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, de nombreux assurés sociaux apportent leur soutien au personnel étant eux-mêmes confrontés aux fins de mois difficiles.

En conclusion quelle que soit l'issue de ce mouvement il ne peut qu'accroître la prise de conscience qui mènera tôt ou tard à un conflit général, toutes catégories confondues, les choses étant ce qu'elles sont.

M. (Breuillet-Essonne).

Suite au mouvement (voir LO n° 1150), la direction de l'hôpital annonçait que la direction générale accordait 100 mensualités supplémentaires pour les remplacements de personnel, ce qui permettrait, en fait, d'effectuer 14 embauches d'infirmières sortant de l'école et déjà prévues ! Autant dire que tout cela est dérisoire. Le 10 juillet, nous retournions de nouveau voir la direction pour lui poser plus particulièrement le problème de la sécurité des malades, sécurité mise en cause par le manque de personnel. A cela la direction répondait qu'il fallait voir service par service et donc se déchargeait du problème sur les chefs de service. «La sécurité des malades dépend du corps médical. Si elle n'est pas assurée, les chefs de service n'ont qu'à fermer les lits !»

Du coup, voilà la situation dans quelques services de l'hôpital :

- en néphrologie, le choix est le suivant : soit fermer

Réédition

## SPARTACUS

d'Arthur Koestler

C'est entre 1934 et 1938 que Koestler écrit ce livre inspiré de la révolte légendaire de Spartacus, l'esclave insurgé qui fit trembler la république romaine au faîte de sa puissance. Koestler avait adhéré au PC allemand en 1931. Il rompit avec en 1938. Et c'est en URSS qu'il commença à écrire ce roman. Or l'année 1935 «qui vit l'assassinat de Kirov, les premières purges et les premières vagues de la terreur qui devait éliminer la plupart de mes camarades» fut l'année de la «désillusion» écrit Koestler : «Ce fut pendant cette crise que je commençais d'écrire Spartacus, l'histoire d'une autre révolution dénaturée».

Ce roman reflète les doutes d'une génération qui a connu la révolution, mais aussi sa dégénérescence, et qui a vu les problèmes qui peuvent se poser à des révolutionnaires au pouvoir.

Faute de s'étendre, la révolte de Spartacus est rongée de l'intérieur. Les esclaves au pouvoir peuvent-ils cohabiter en paix avec le monde des maîtres d'esclaves qui les entoure ? Les compromis sont nécessaires quand on n'a plus ou pas encore la force, mais n'est-ce pas le début de la fin ? «Dès sa fondation, écrit Koestler, la Cité du Soleil avait été prise entre les mailles invisibles que tissait l'ordre dans le reste du monde et

plus jamais elle ne pourrait s'en dégager». Bien sûr, il songe à la Russie de Staline, à l'isolement de la révolution russe, aux professionnels du pouvoir qui se sont emparés de l'Etat soviétique et qui ont repris les mêmes vieilles méthodes autocratiques qu'on croyait définitivement abolies.

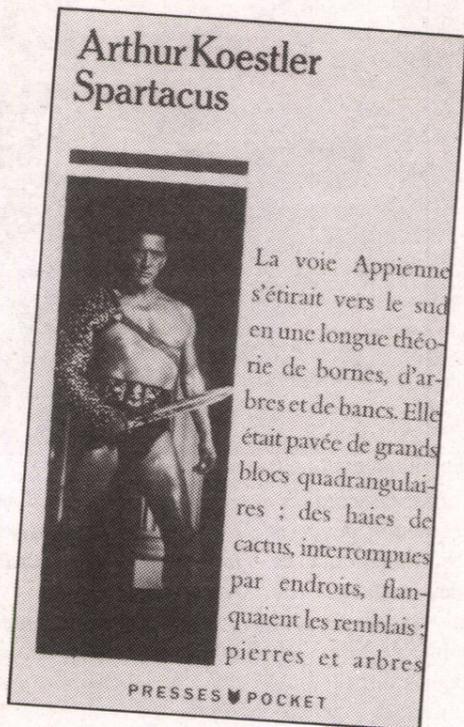
La révolution est glacée : «La ville s'élevait entre ses murs rectilignes. Ses lois étaient nouvelles, justes, inexorables. Là-haut sur la colline se dressait la tente de l'Imperator qui les avait promulguées, mais dans un renforcement du mur, près de la porte septentrionale se dressaient aussi les croix pour ceux qui les enfreindraient. Tous les jours des hommes mouraient au nom de l'intérêt commun, maudissant

dans leur agonie la tente voilée de pourpre de l'Etat du Soleil». Telle est une des descriptions désabusées de Koestler. Si la révolution ne s'est pas étendue, faut-il en conclure qu'on est «au siècle des révolutions avortées ?»

Le roman de Koestler en 1938 est empreint d'un profond pessimisme. Mais sa seule certitude est qu'il faut «transmettre la coupe propre au suivant». C'est ce qu'il fait déclarer par Spartacus, au général romain victorieux qui lui propose la vie sauve, s'il abandonne ses compagnons. Spartacus préfère retourner mourir avec les siens.

Cécile BERNIER

Spartacus d'Arthur Koestler. Presses Pocket.



## CONTRE-ENQUÊTE

de Sidney Lumet

Frais émoulu de l'école de droit, le jeune juge Reilly, fils d'un flic tué dans la 23<sup>e</sup> Rue de New York, est bombardé adjoint du district attorney (l'équivalent américain du procureur). Il doit s'occuper d'un homicide commis par Brenan, un flic chevronné membre des «Meilleurs», l'équivalent de la brigade anti-gang, qui a tué un malfrat en légitime défense. Mais le spectateur, lui, sait déjà que ce n'est pas vrai, et le jeune juge ne va pas tarder à le savoir aussi...

Flanqué de deux policiers, un Noir et un Portoricain, il mène une enquête qui le conduit au milieu des mafias italiennes ou portoricaines qui s'affrontent et s'enrichissent dans la prostitution et les trafics de cocaïne.

Quels liens existent entre ces mafias et le policier assassin ? Quels comptes règlent-ils ? Quel puissant personnage est mouillé dans cette affaire, et pourquoi ? C'est ce que Reilly va devoir parvenir à élucider non sans recevoir l'aide et les conseils d'un expert de la police des polices.

Résumé comme tel, voilà un sujet bien conventionnel. Mais Sidney Lumet l'a traité avec originalité, à partir des souvenirs d'un juge américain.

En effet, ce film ne se contente pas de dénoncer le flou moins qu'artistique de la frontière qui sépare flics et truands. Il met en valeur les relations existant entre les différentes communautés coexistant à New York, Juifs,

Noirs, Portoricains, Irlandais : des relations parfois conflictuelles, parfois solidaires. Mais surtout il nous montre que ces relations, même avec un arrière-fond racial et parfois raciste, parmi ceux d'en bas, ne portent finalement pas trop à conséquence, bien moins en tout cas que l'immense pourriture que dissimulent les possédants et les sommets de l'Etat.

Une simple scène de discussion entre quelques-uns de ceux qui peuvent décider du sort d'une ville comme New York, suffit pour comprendre l'ampleur du pouvoir des possédants et sur quel gigantesque réseau de corruption ils bâtissent leur pouvoir.

Jacques FONTENOY

## LES NOCES DE PAPIER

de Michel Brault

Claire est romancière et professeur de littérature dans une université du Québec. A 39 ans elle est toujours célibataire au grand désespoir de sa mère. De longue date elle aime Milos, un père de famille originaire d'Europe centrale, confortablement et égoïstement installé dans sa situation d'amant de passage. Claire est un peu lasse de cette vie qui a les apparences de l'indépendance mais qui n'est finalement guère exaltante.

Sa sœur est avocate. Elle lui demande d'accepter un mariage en blanc avec Paco, un réfugié latino-américain qui vient d'échapper de justice à l'arrestation par les

flics du service de l'immigration canadienne.

Claire n'a aucune envie d'accepter. Mais comment résister à la gentillesse roublarde de sa sœur ? Sa mère aurait préféré que son gendre soit plongeur olympique plutôt que plongeur dans un restaurant. Mais elle n'est pas femme à bouder pour autant les fastes d'un mariage en grande pompe, même s'il s'agit de «noces de papier».

Le mariage conclu, tout pourrait en rester là : Paco, retrouver sa vie difficile d'exilé, et Claire retourner à la préparation de ses cours sur l'amour courtois au Moyen Age, sans même avoir vrai-

ment connu Paco, laveur de vaisselle, mais aussi poète et militant.

Seulement le policier qui a failli mettre la main sur Paco se sent dépossédé d'une victoire à son tableau de chasse à «l'immigré clandestin». Il se remet en piste pour casser la validité d'un mariage visant à détourner la «loi», cette fameuse «loi» permettant au Canada comme en France de réexpédier un travailleur dans son pays d'origine où règnent misère et dictature.

Un film attachant qui parle d'une question tristement d'actualité avec humour et émotion.

Jean-Pierre CALVI

## LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -  
BP 233 - 75865  
PARIS CEDEX 18 -  
FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

## ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste. France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : \_\_\_\_\_  
 PRENOM : \_\_\_\_\_  
 ADRESSE : \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL ET VILLE : \_\_\_\_\_  
 COMPLEMENT D'ADRESSE : \_\_\_\_\_  
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : \_\_\_\_\_  
 (rayer la mention inutile).  
 Ci-joint la somme de : \_\_\_\_\_  
 Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Ni mixité à l'école,  
ni au bord de la mer

## LES NOUVEAUX ÉLUS ISLAMISTES VEULENT IMPOSER LEURS LOIS

Depuis la mise en place des nouvelles municipalités dirigées par le FIS (Front Islamique du Salut) élues le 12 juin dernier, les intégristes s'en servent pour imposer progressivement leurs règles.

A Oran, le festival de musique raï, une sorte de musique rock algérienne prisée des jeunes, vient d'être interdit : les Oranais auront à la place un festival de «musique patriotique et islamique».

Dans la ville de Tipaza, au bord de mer, touristique à cause de ses ruines romaines célèbres, où se trouvent des centres de vacances, la municipalité a interdit le port du short malgré l'intervention de la préfecture du département qui estimait que cette mesure portait atteinte aux libertés individuelles.

Parfois la pression s'exerce, même sans règlements municipaux spéciaux, pour rendre de fait certaines plages strictement réservées aux mâles, ou faire des parties de plages séparées pour les deux sexes. Dans la commune de Delys, les islamistes, qui n'étaient pas encore à la mairie, déjà l'an dernier avaient placardé des affiches interdisant le port du short et avaient été poursuivis par la police pour cela. Le nouveau maire, un directeur d'école condamné à deux mois de prison avec sursis l'an dernier à cette occasion, estime qu'il n'est même plus nécessaire de prendre le moindre décret : les plages ont été désertées d'elles-mêmes par les familles, explique le journal *Algérie Actualité*.

Dans la ville de Chlef, la nouvelle municipalité vient de

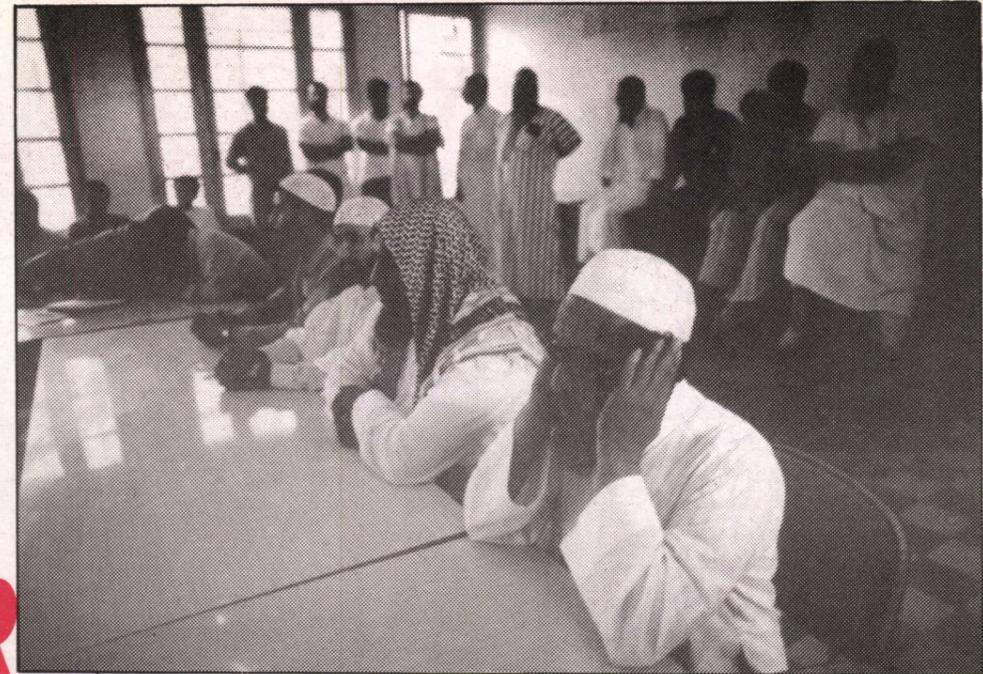
créer des tribunaux parallèles destinés à juger les affaires de droit privé selon la loi islamique.

Dans plusieurs villes, par des menaces ou intimidations brutales, les intégristes incitent les marchands de vins à fermer boutique ou à se reconvertir.

A Constantine où, dès l'élection de la nouvelle muni-

cipalité à la mi-juin, celle-ci avait ordonné la fermeture de tous les débits de boissons alcoolisées, c'est l'interdiction de la mixité dans les écoles à la rentrée prochaine qui vient d'être maintenant décrétée.

En même temps, pour faire accepter leurs mesures, les islamistes font de la démagogie envers les plus démunis, promettent une distribution enfin «équitable» de l'eau (de



La nouvelle municipalité à Bab-el-Oued (Alger).

nombreux quartiers connaissant de fréquentes pénuries d'eau), et expliquent que ce sont les aides en faveur des plus démunis qui empêchent la municipalité de faire nettoyer les plages pour des baigneurs qualifiés de «privilegiés»...

Notons au passage, pour donner le ton des nouveaux élus, cette déclaration au *Journal Algérie Actualité* du maire d'Ain Taya près d'Alger, néphrologue de 33 ans, responsable du service de transplantation rénale à l'hôpital Mustapha d'Alger : «Si dans une société musulmane, vous offrez tout ce dont peut

avoir besoin une personne et si avec tout ça elle transgresse les lois religieuses, il faut lui couper les mains».

Mais il y en a au moins un qui semble s'en accommoder : le libéral, «socialiste», «épris de culture», Mitterrand, qui a tenu à rappeler encore dans son interview du 14 juillet qu'à son avis, il serait faux de comparer le FIS algérien avec l'intégrisme, et qu'après tout, c'est le libre «choix démocratique» du peuple algérien. Mitterrand était plus inquiet à l'automne 1988 des grèves et de la révolte de la jeunesse algérienne, qui

avaient ébranlé la dictature du FLN, que de la répression sanglante qu'avait ordonnée le président Chadli, dont Mitterrand vient de rappeler qu'il admire le «très grand sang-froid». Et il est prêt d'avance à s'accommoder d'une éventuelle arrivée au pouvoir des intégristes en Algérie, dès lors que ceux-ci assureraient, comme Madani, le président du FIS, l'a affirmé lui-même, le maintien de bonnes relations commerciales avec la France.

Olivier BELIN

### Courrier des lecteurs

## L'INFLUENCE DES INTÉGRISTES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES D'ALGER

Nous avons reçu, tout début juillet, d'un ami de notre journal en congé d'été chez lui en Algérie, des informations sur la situation là-bas, quelques jours après les élections.

"Pour l'instant les militants intégristes semblent se tenir plutôt tranquilles ; ils ont seulement interdit tout dernièrement un meeting à la faculté, chose qu'ils font déjà depuis longtemps. Par contre, des meetings et un gala d'associations de femmes et des meetings d'organisations d'extrême-gauche ont pu se tenir.

Mais à Alger, dans la Casbah, en allant au marché, j'ai remarqué seulement deux femmes qui ne portaient pas le voile ou le hidjab. Même des filles de 12 ans portent le hidjab. Et les prix sur les étals ont encore augmenté : des tomates à 15 F le kilo, des courgettes à 14 F, des citrons à 30 F, le poisson ou la viande de mouton à 70 F et 100 F le kilo respectivement. Et le SMIC en Algérie est à 1100 F.

Dans ma famille, dans la Casbah, les femmes sont pour une république dirigée par des

religieux, elles ont laissé le frère ou le père voter pour elles. Une seule, qui travaille, ne porte "pas encore" le hidjab, comme elle dit. Une jeune de 14 ans m'a expliqué que Madani, au pouvoir, fera le compte des fortunes accumulées et fera justice. Elle dit que son père gagne 4 000 F par mois pour faire vivre six personnes, qu'on ne peut pas vivre avec cela, et pourtant qu'ils ne sont pas à plaindre : les voisins au-dessus de chez eux vivent à vingt dans le même trois pièces, et les garçons doivent rentrer à tour de rôle pour se changer. Elle m'a amené voir l'entrée du métro : "Regarde, disait-elle, tout est en marbre, tu ne crois pas qu'ils auraient pu faire des logements avec cet argent".

Sa belle-mère pense que c'est normal de vivre dans une république islamique, parce qu'on est musulman et que la religion est contre le socialisme. Pour elle, la religion est pour qu'on puisse s'enrichir, le socialisme a enlevé leurs terres aux paysans... et, de plus, Boumediène n'a fait qu'enrichir une clique. Elle souhaite que Madani ait le pouvoir.

Quand je suis arrivé à Alger, la grève des éboueurs qui avait débuté le lendemain des élections du 12 juin était terminée, mais les employés de la Naftal (réseau de distribution d'essence) étaient en grève pour protester contre les privatisations des pompes. Les éboueurs s'étaient mis en grève le 13 juin pour les salaires et les conditions de travail ; le jeudi 14, le FIS mobilisait, dans certains quartiers parmi la population, des gens pour ramasser les ordures : il y aurait eu alors quelques échauffourées avec des éboueurs, ou avec des passants qui estimaient que les adeptes du FIS brisaient la grève. Puis le FIS a négocié avec les éboueurs leur promettant : "Dès qu'on sera à la mairie, on s'occupera de votre problème".

Le samedi 16 juin la grève était finie. Mais il y a eu alors une grève des employés du gaz, puis celle des sages-femmes et celle des aiguilleurs du ciel qui n'ont duré qu'un ou deux jours. D'un autre côté, il y a eu une grève des commerçants qui réclamaient la suppression des impôts, une grève soutenue par le FIS.

Le mercredi 20 juin a eu lieu l'installation des nouveaux élus du FIS dans les mairies. La première réunion à la wilaya d'Alger (équivalent en Algérie de la préfecture) a débuté par un "Allah ou akbar" ("dieu est le plus grand") et une prière, que tous ont faite, y compris les élus du FLN. Puis il a été décrété que toutes les assemblées débuteraient par le Coran, que les femmes n'y seraient pas admises et que les applaudissements seraient interdits.

Au FLN, on essaie de se raser en se disant que, les mairies, ce n'est pas le pouvoir, qu'ils vont se discréditer.

De ce que j'ai pu voir, il me semble que le FIS recrute parmi les défavorisés, les chômeurs, les jeunes qui, dès 13-14 ans, voient leur avenir bouché et pour qui le FIS est le parti des pauvres, et aussi dans une certaine frange de la petite bourgeoisie, plutôt des commerçants et des petits patrons mécontents du régime. Le samedi 30 juin, le FIS aurait perturbé le congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens et aurait fondé un syndicat des travailleurs islamiques".